

INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

BULLETIN TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE

SUIVI DE LA CONJONCTURE FINANCIÈRE ET BANCAIRE

N° 133 – 3^{ème} trimestre 2007

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

Sommaire

<i>Methodologie</i>	3
<i>1. Synthèse</i>	5
<i>2. Les actifs financiers de la clientèle non financière</i>	8
<i>Les placements des ménages</i>	9
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	10
<i>3. Les passifs financiers de la clientèle non financière</i>	11
<i>3.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux</i>	11
<i>L'endettement des ménages</i>	12
<i>L'endettement des entreprises</i>	13
<i>3.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	14
<i>4. Les risques sectoriels</i>	15
<i>5. Rappel des taux</i>	17
<i>5.1 Taux réglementés</i>	17
<i>5.2 Principaux taux de marché</i>	17
<i>5.3 Taux de l'usure</i>	17
<i>6. Monnaie fiduciaire</i>	18
<i>6.1 Emission de billets euros</i>	18
<i>6.2 Emission de pièces euros</i>	18

Méthodologie

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement dispose effectivement d'un guichet sur place mais ne fournit pas de bilan ou de compte de résultat local.

La Poste et le Trésor sont assimilés à des établissements locaux.

2) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici concernent uniquement les dépôts dans les banques locales, à La Poste et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès des banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se répartissent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM - Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières - monétaires).

L'épargne à long terme est constituée des portefeuilles-titres, des OPCVM non monétaires, des plans d'épargne logement, des plans d'épargne populaire et des autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'archipel.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées ; les entreprises correspondent aux sociétés non financières ; les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3) Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés les crédits octroyés par les établissements de crédit locaux puis les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (installés localement ou non).

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant à Saint-Pierre et Miquelon sont principalement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden-BP, ou encore Natexis-Banque Populaire.

Les entrepreneurs individuels sont répartis entre les entreprises et les ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) et les autres catégories de crédit des entrepreneurs individuels (relatives à leur activité) ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (sociétés non financières et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Concernant les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation regroupent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

4) Service Central des Risques (SCR) et SCR douteux

Le Service Central des Risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

1. Synthèse

Actifs financiers

✓ Des actifs financiers en nette progression

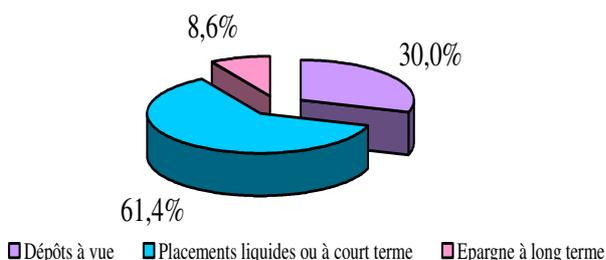
Au 30 septembre 2007, l'ensemble des actifs financiers de la clientèle atteint un niveau record. Il s'élève à 178,597 millions d'euros, en progression de 5,8% sur un trimestre et de 3,4% sur un an.

Par nature, ces actifs sont répartis - de manière déséquilibrée - entre les **dépôts à vue** (30%), les **placements liquides ou à court terme** (61,4%) et l'**épargne à long terme** (8,6%). Par rapport au précédent trimestre, les dépôts à vue (53,544 millions d'euros, les placements liquides ou à court terme (109,662 millions d'euros) et l'épargne à long terme (15,391 millions d'euros) progressent respectivement de 13,9%, de 3% et de 0,1%.

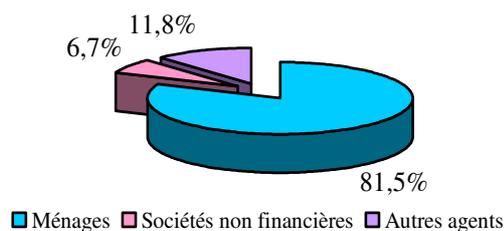
Répartis par agents économiques, les **ménages** de l'archipel détiennent une part prépondérante de ces actifs avec 81,5%, les **sociétés non financières** en détenant 6,7% et les **autres agents** 11,8%.

Les dépôts à vue sont détenus à près de 57% par les ménages, 14,5% par les sociétés non financières et 28,5% par les autres agents. Les placements liquides ou à court terme sont détenus à 91% par les ménages, 5,3% par les autres agents et 3,7% par les sociétés non financières. Enfin, l'épargne à long terme demeure détenue entièrement par les ménages, les contrats d'assurance-vie représentant près de 52,7% de cet actif.

Répartition des actifs par nature au 30 septembre 2007



Répartition des actifs par agents au 30 septembre 2007



Les actifs des **sociétés non financières** (11,886 millions d'euros) enregistrent une nette amélioration sur le trimestre (+17,1%). Ils sont répartis entre les dépôts à vue (65,5%) et les placements liquides ou à court terme (34,5%). Les *dépôts à vue* s'inscrivent en hausse de 2,1%. Les *placements liquides ou à court terme* affichent une nette progression de 62,5% ; ces actifs sont constitués à 99,8% de placements indexés sur les taux de marché - en l'occurrence, des comptes à terme -, la part des comptes d'épargne à régime spécial demeurant peu significative (moins de 1%).

Les actifs des **ménages** (145,589 millions d'euros) demeurent relativement stables sur le trimestre (-0,01%). Les *dépôts à vue* diminuent de 5,5%. Les *placements liquides ou à court terme* progressent de 1,8%. L'*épargne à long terme* s'améliore de 0,1% : les contrats d'assurance-vie augmentent de 3,3%, les plans d'épargne logement et les OPCVM non monétaires reculent respectivement de 4,3% et de 2,7%.

Les actifs des **autres agents** (21,122 millions d'euros) sont en nette progression sur le trimestre (+61,7%) : la forte hausse des *dépôts à vue* (+114,7%) compense le repli des *placements liquides ou à court terme* (-1,7%).

En glissement annuel, le taux de croissance de l'ensemble des actifs financiers s'établit à 3,4%. Cette évolution est imputable à 24% aux autres agents et à 1,9% aux ménages, les sociétés non financières reculant de 7,3%. L'*épargne à long terme* maintient un rythme élevé de progression (+17,9%). Les *dépôts à vue* sont orientés à la baisse (-2,8%), les *placements liquides ou à court terme* affichant, pour leur part, une progression de 4,9%. La contraction des dépôts à vue est imputable à 13,9% aux ménages et à 6,4% aux sociétés non financières. La progression des placements liquides ou à court terme est à mettre au compte des ménages (+5,7%) et des autres agents (+3%). Enfin, la croissance de l'épargne à long terme se répartit entre les contrats d'assurance-vie (+18,8%), les OPCVM non monétaires (+25,1%) et les plans d'épargne logement (+1,2%).

Passifs financiers

✓ *Des concours bancaires orientés en légère hausse*

Le montant des **concours bruts** octroyés par l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement) s'élève au 30 septembre 2007 à 148,177 millions d'euros, en progression de 0,3% sur le trimestre, mais en recul de 2,4% sur un an.

Près de 118,7 millions d'euros, soit 80,1% de l'encours global, sont consentis par des établissements de crédit locaux.

L'encours global est réparti entre les entreprises (33,1%), les ménages (50,4%), les Collectivités locales (16,1%) et les autres agents (0,4%).

Le montant global des crédits sains s'élève à 129,853 millions d'euros. L'**encours sain** des ménages en représente près de 56%, celui des entreprises 25,2% et celui des Collectivités locales 18,3%.

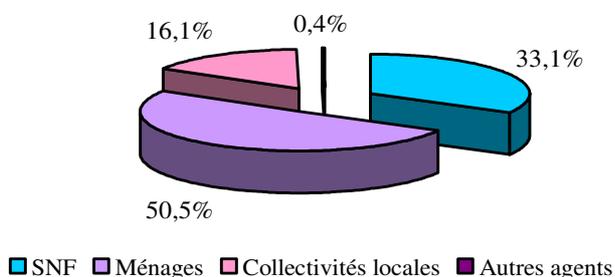
L'encours global des **créances douteuses brutes** (18,324 millions d'euros) est en baisse (-5%). Cette évolution est liée principalement au recul des créances douteuses brutes sur les ménages (-17,5%). Le **taux global de créances douteuses** s'élève ainsi à 12,4%, en repli de 0,7 point par rapport au précédent trimestre. Ce ratio se situe à 15,1% (-0,8 point) pour les seuls établissements de crédit locaux, étant entendu que 97,8% des créances douteuses concernent des établissements de crédit locaux.

L'encours brut des **entreprises** s'établit à 49,011 millions d'euros - dont 91,9% octroyés par des établissements de crédit locaux -, en repli de 0,2% sur le trimestre. Les *crédits d'exploitation* - en progression de 5% - représentent 36% de cet encours. Les *crédits d'investissement* - en recul de 3,8% - en représentent près de 30%. Depuis septembre 2005, aucun *crédit à l'habitat* n'est déclaré en faveur des entreprises. Les *créances douteuses brutes* sur les entreprises (16,264 millions d'euros) s'inscrivent en baisse de 2%. Le *taux de créances douteuses* des entreprises s'établit ainsi à 33,2%, en diminution de 0,6 point par rapport au précédent trimestre.

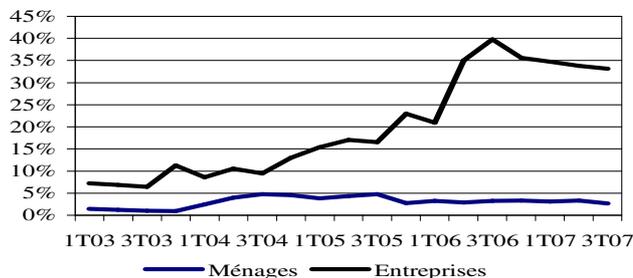
L'encours brut des **ménages** (74,776 millions d'euros) - dont 89% octroyés par des établissements de crédit locaux - atteint à nouveau un niveau record. Il progresse de 0,3% sur le trimestre. Les *crédits à la consommation* (14% de l'encours) et les *autres crédits* (2% de l'encours) diminuent respectivement de 3% et de 28,6%. Pour leur part, les *crédits à l'habitat* (81% de l'encours) progressent de 2,7%. Les *créances douteuses brutes* sur les ménages (2,052 millions d'euros) sont en net repli de 17,5%. Avec 2,7% (-0,6 point par rapport au précédent trimestre), le *taux de créances douteuses* des ménages est le plus bas enregistré depuis septembre 2005.

L'encours global des **Collectivités locales** (23,822 millions d'euros) - dont 28% octroyés par des établissements de crédit locaux - progresse de 1,5% sur le trimestre. Les *crédits d'exploitation* (12% de l'encours) affichent une nette progression (+74%). Les *crédits à l'équipement* (73,8% de l'encours) et les *autres crédits* (14,2% de l'encours) reculent respectivement de 3,7% et de 5,3%.

Répartition des crédits par agents au 30 septembre 2007



Evolution des créances douteuses dans l'encours



En glissement annuel, l'encours global des passifs financiers est en recul de 2,4%.

Le montant global des créances douteuses brutes enregistre un net repli (-29,1%). Le taux de créances douteuses brutes s'établit à 12,4%, en baisse de 4,6 points par rapport au 30 septembre 2006.

L'encours des *entreprises* est orienté à la baisse (-18,1%). Le recul des crédits d'exploitation (-16,8%) et des autres crédits (-15,3%) n'est pas compensé par la progression des crédits d'investissement (+2,9%). Pour leur part, les créances douteuses brutes enregistrent une nette diminution (-31,8%). Le taux de créances douteuses des entreprises s'établit à 33,2%, en repli de 6,7 points sur un an.

L'encours des *ménages* affiche une croissance de 7,1%. La consommation et l'investissement des ménages demeurent bien orientés : les crédits à la consommation et les crédits à l'habitat progressent respectivement de 29,9% et de 7,7% ; les autres crédits étant en net repli (-53%). Les créances douteuses brutes s'inscrivent en baisse de 8,9%. Le taux de créances douteuses des ménages (2,7%) est en recul de 0,5 point sur un an.

L'encours des *Collectivités locales* progresse de 3,1%. La croissance des crédits à l'équipement (17,8%) compense largement la contraction des crédits d'exploitation (-31,5%). Les autres crédits fléchissent de 15,8%. Enfin, la part des crédits contractés par les Collectivités locales auprès des établissements de crédit métropolitains s'établit à environ 72% à fin septembre 2007, contre 58% à fin septembre 2006 et 54% à fin septembre 2005.

Les risques recensés au Service Central des Risques

Le Service Central des Risques (SCR) de la Banque de France est chargé de centraliser mensuellement les concours accordés par les établissements de crédit et les entreprises d'investissement dès lors qu'ils atteignent, par bénéficiaire déclarable, par guichet et par nature de déclaration, le seuil fixé par instruction de la Banque de France.

Au 30 septembre 2007, l'encours des crédits aux entreprises et aux administrations recensé par le Service Central des Risques de la Banque de France s'élevait à 75,285 millions d'euros.

Le secteur « Administrations et Collectivités locales » concentre 27,1% de l'encours total. La part de ce secteur est traditionnellement la plus importante. Elle est suivie des secteurs « Immobiliers, locations et services aux entreprises » (17,9%) et « Commerce » (15,8%). Ces trois secteurs représentent près de 61% de l'encours total déclaré, soit 45,758 millions d'euros.

Les risques sur les secteurs « Transports et communications » et « Construction » représentent respectivement 14,5% (10,907 millions d'euros) et 8,4% (6,352 millions d'euros).

Enfin, la part des risques sur les secteurs « Primaire » (5,9%), « Industrie et énergie » (5,8%), « Hôtels et restaurants » (3,1%) et « Autres secteurs d'activités » (1,5%) demeure relativement faible. Elle représente 12,268 millions d'euros.

Les concours déclarés au SCR sont répartis entre quatre principales rubriques : crédits à court terme, crédits à moyen et long terme, crédit-bail et location avec option d'achat, et engagements hors-bilan.

Au 30 septembre 2007, l'encours global se répartit principalement entre les crédits à moyen et long terme (57,7%) et les crédits à court terme (26%).

2. Les actifs financiers de la clientèle non financière

Actifs financiers par agent économique

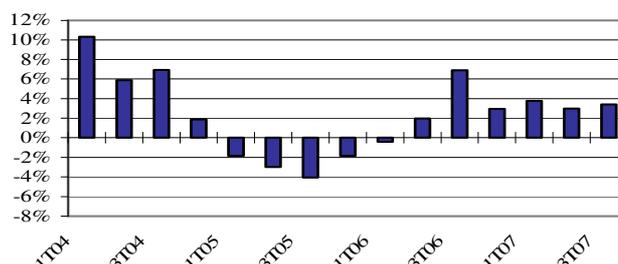
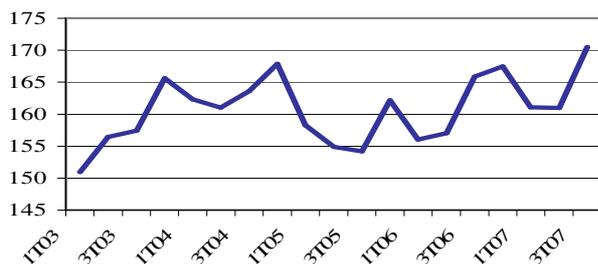
	30-sept.-05	31-déc.-05	31-mars-06	30-juin-06	30-sept.-06	31-déc.-06	31-mars-07	30-juin-07	30-sept.-07	Variations	
										1 an	1 trim.
Sociétés non financières	12,296	14,662	12,576	11,614	12,816	15,355	12,509	10,153	11,886	-7,3%	17,1%
Dépôts à vue	7,821	11,481	7,868	7,110	8,322	11,991	8,575	7,631	7,788	-6,4%	2,1%
Placements liquides ou à court terme	4,475	3,181	4,708	4,504	4,494	3,364	3,934	2,522	4,098	-8,8%	62,5%
Comptes d'épargne à régime spécial			0,042	0,035	0,064	0,037	0,007	0,007	0,007	-89,1%	0,0%
Placements indexés sur les taux de marché	4,475	3,181	4,666	4,469	4,430	3,327	3,927	2,515	4,091	-7,7%	62,7%
dont comptes à terme	4,475	3,181	4,666	4,469	4,430	3,327	3,927	2,515	4,091	-7,7%	62,7%
OPCVM monétaires											
certificats de dépôt											
Epargne à long terme											
dont OPCVM non monétaires											
Ménages	136,394	137,529	136,420	139,999	142,839	138,782	141,169	145,602	145,589	1,9%	-0,01%
Dépôts à vue	29,399	29,114	28,955	31,979	35,415	29,957	29,287	32,242	30,477	-13,9%	-5,5%
Placements liquides ou à court terme	94,389	95,301	95,017	95,362	94,371	95,321	96,898	97,990	99,721	5,7%	1,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	32,349	33,526	33,552	33,276	33,594	34,361	34,086	33,489	32,923	-2,0%	-1,7%
Livrets ordinaires	27,700	28,521	28,406	28,098	28,324	28,866	28,519	27,902	27,449	-3,1%	-1,6%
Livrets A et bleus	4,245	4,586	4,719	4,741	4,814	5,019	5,094	5,119	4,994	3,7%	-2,4%
Livrets jeunes	0,355	0,370	0,382	0,387	0,406	0,425	0,426	0,421	0,439	8,1%	4,3%
Livrets d'épargne populaire											
CODEVI				0,005	0,005	0,005				-100,0%	-
Comptes d'épargne logement	0,049	0,049	0,045	0,045	0,045	0,046	0,047	0,047	0,041	-8,9%	-12,8%
Placements indexés sur les taux de marché	62,040	61,775	61,465	62,086	60,777	60,960	62,812	64,501	66,798	9,9%	3,6%
dont OPCVM monétaires											
Comptes créditeurs à terme	55,795	56,011	55,773	56,394	55,969	57,902	59,826	61,879	64,280	14,8%	3,9%
Epargne à long terme	12,606	13,114	12,448	12,658	13,053	13,504	14,984	15,370	15,391	17,9%	0,1%
Plans d'épargne logement	1,720	2,015	2,061	2,074	2,134	2,218	2,287	2,256	2,160	1,2%	-4,3%
Plans d'épargne populaire											
Autres comptes d'épargne											
Portefeuille-titres											
OPCVM non monétaires	3,544	3,682	3,682	3,724	4,097	4,159	4,930	5,270	5,126	25,1%	-2,7%
Contrats d'assurance-vie	7,342	7,417	6,705	6,860	6,822	7,127	7,767	7,844	8,105	18,8%	3,3%
Autres agents	12,867	17,426	13,773	12,284	17,036	20,470	15,193	13,059	21,122	24,0%	61,7%
Dépôts à vue	7,517	11,952	8,432	7,100	11,363	15,181	9,675	7,117	15,279	34,5%	114,7%
Placements liquides ou à court terme	5,350	5,474	5,341	5,184	5,673	5,289	5,518	5,942	5,843	3,0%	-1,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	3,377	3,448	3,265	3,126	3,038	3,062	3,056	3,137	3,020	-0,6%	-3,7%
Placements indexés sur les taux de marché	1,973	2,026	2,076	2,058	2,635	2,227	2,462	2,805	2,823	7,1%	0,6%
Epargne à long terme											
Total actifs financiers	161,557	169,617	162,769	163,897	172,691	174,607	168,871	168,814	178,597	3,4%	5,8%
Dépôts à vue	44,737	52,547	45,255	46,189	55,100	57,129	47,537	46,990	53,544	-2,8%	13,9%
Placements liquides ou à court terme	104,214	103,956	105,066	105,050	104,538	103,974	106,350	106,454	109,662	4,9%	3,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	35,726	36,974	36,859	36,437	36,696	37,460	37,149	36,633	35,950	-2,0%	-1,9%
Placements indexés sur les taux de marché	68,488	66,982	68,207	68,613	67,842	66,514	69,201	69,821	73,712	8,7%	5,6%
Epargne à long terme	12,606	13,114	12,448	12,658	13,053	13,504	14,984	15,370	15,391	17,9%	0,1%

Ensemble des actifs financiers

(hors assurance-vie)

En millions d'euros

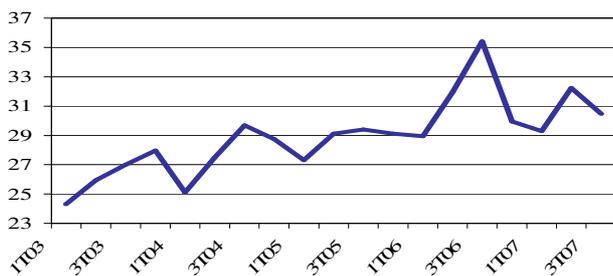
Variation en glissement annuel



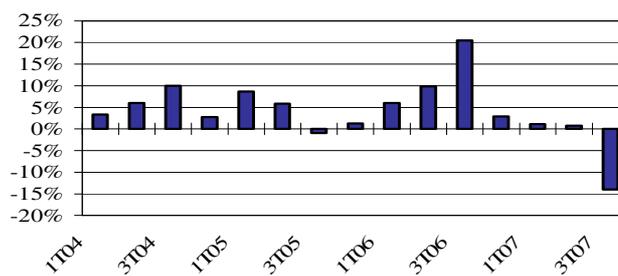
Les placements des ménages

Dépôts à vue

En millions d'euros

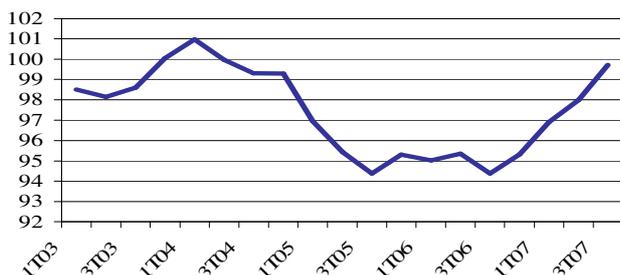


Variation en glissement annuel

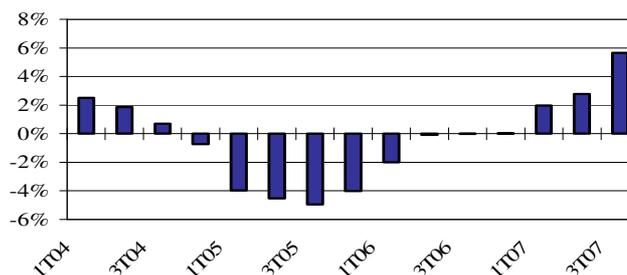


Placements liquides ou à court terme

En millions d'euros

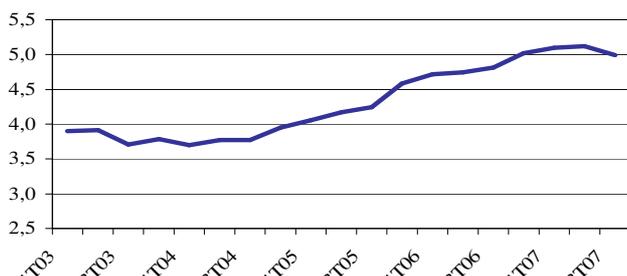


Variation en glissement annuel

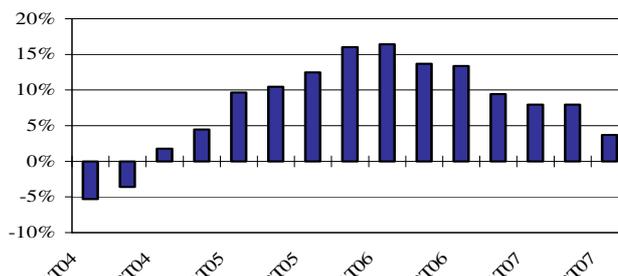


Livrets A et bleu

En millions d'euros

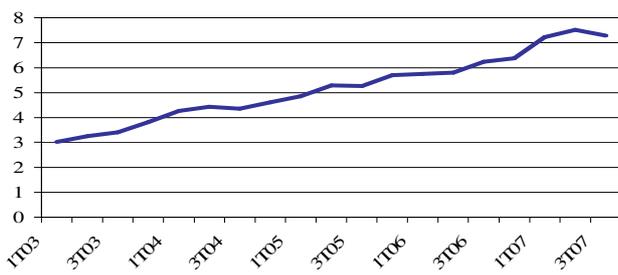


Variation en glissement annuel

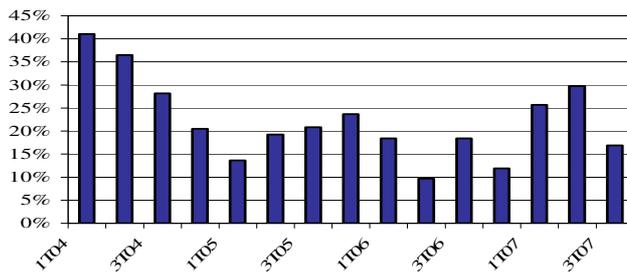


Épargne à long terme (hors assurance-vie)

En millions d'euros

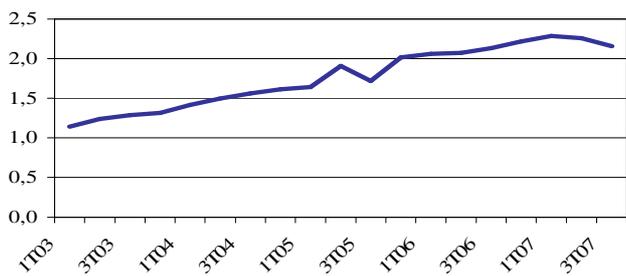


Variation en glissement annuel

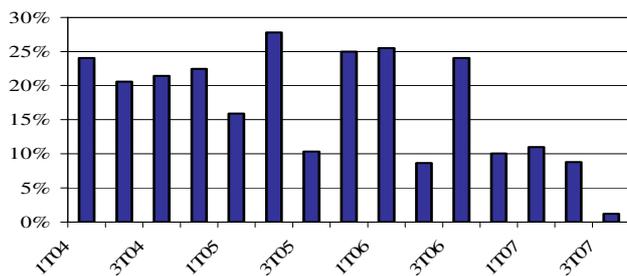


Plans d'épargne logement

En millions d'euros



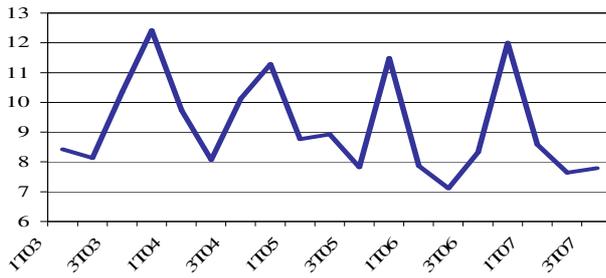
Variation en glissement annuel



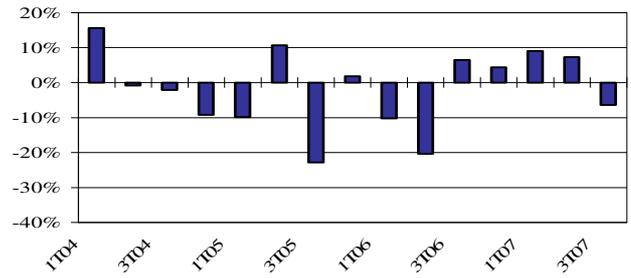
Les disponibilités des entreprises

Dépôts à vue

En millions d'euros

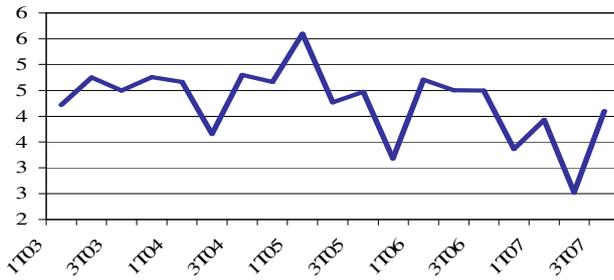


Variation en glissement annuel

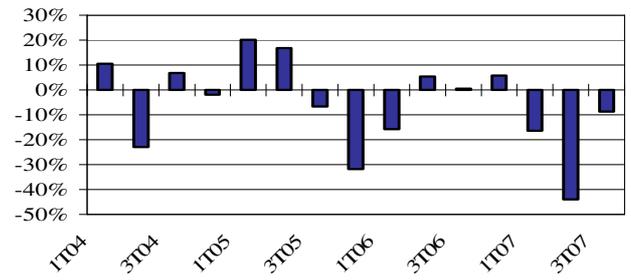


Placements liquides ou à court terme

En millions d'euros



Variation en glissement annuel



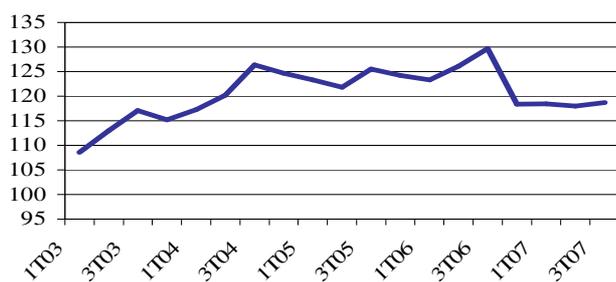
3. Les passifs financiers de la clientèle non financière

3.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

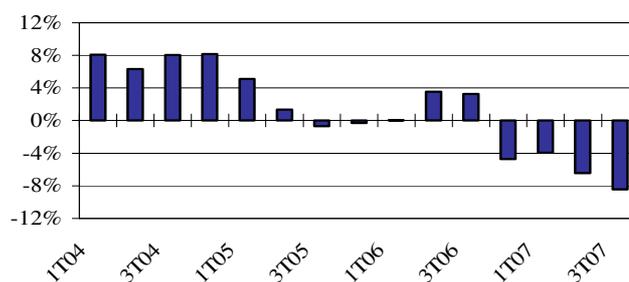
	30-sept.-05	31-déc.-05	31-mars-06	30-juin-06	30-sept.-06	31-déc.-06	31-mars-07	30-juin-07	30-sept.-07	Variations	
										1 an	1 trim.
Entreprises											
Crédits d'exploitation	15,671	20,631	20,527	20,638	21,243	15,264	17,265	16,842	17,679	-16,8%	5,0%
Créances commerciales	3,520	1,973	1,705	2,559	4,039	1,889	0,766	0,762	2,335	-42,2%	206,4%
Crédits de trésorerie	0,108	8,544	7,885	6,417	5,458	6,678	6,125	9,483	9,663	77,0%	1,9%
Comptes ordinaires débiteurs	12,043	10,114	10,937	11,662	11,746	6,697	10,374	6,597	5,681	-51,6%	-13,9%
Affacturage										-	-
Crédits d'investissement	14,000	13,149	13,264	12,456	10,578	10,387	10,173	11,386	10,849	2,6%	-4,7%
Crédits à l'équipement	14,000	13,149	13,264	12,456	10,578	10,387	10,173	11,386	10,849	2,6%	-4,7%
Crédit-bail										-	-
Crédits à l'habitat	3,898									-	-
Autres crédits	4,719	0,761	0,725	0,714	0,510	0,493	0,478	0,462	0,432	-15,3%	-6,5%
Encours sain	38,288	34,541	34,516	33,808	32,331	26,144	27,916	28,690	28,960	-10,4%	0,9%
Créances douteuses brutes	8,198	11,233	9,747	19,480	23,491	16,440	16,650	16,285	16,065	-31,6%	-1,3%
Encours total	46,486	45,774	44,263	53,288	55,822	42,584	44,566	44,975	45,025	-19,3%	0,1%
Taux de créances douteuses	18,0%	24,9%	22,6%	37,0%	43,0%	38,7%	37,5%	36,8%	35,7%	-7,3	-1,1
Ménages											
Crédits à la consommation	5,827	6,425	6,287	6,318	6,592	7,449	7,120	8,934	8,418	27,7%	-5,8%
Crédits de trésorerie	4,976	5,594	5,482	5,584	5,740	6,696	6,404	8,192	7,781	35,6%	-5,0%
Comptes ordinaires débiteurs	0,773	0,755	0,730	0,661	0,780	0,682	0,646	0,673	0,569	-27,1%	-15,5%
Crédit-bail	0,078	0,076	0,075	0,073	0,072	0,071	0,070	0,069	0,068	-5,6%	-1,4%
Crédits à l'habitat	50,161	50,390	49,968	50,656	51,528	52,597	52,766	53,353	54,881	6,5%	2,9%
Autres crédits	6,387	4,354	3,765	3,554	3,115	2,892	2,649	2,048	1,463	-53,0%	-28,6%
Encours sain	62,375	61,169	60,020	60,528	61,235	62,938	62,535	64,335	64,762	5,8%	0,7%
Créances douteuses brutes	3,139	1,838	2,260	1,747	1,933	2,232	1,811	2,289	1,851	-4,2%	-19,1%
Encours total	65,514	63,007	62,280	62,275	63,168	65,170	64,346	66,624	66,613	5,5%	0,0%
Taux de créances douteuses	4,8%	2,9%	3,6%	2,8%	3,1%	3,4%	2,8%	3,4%	2,8%	-0,3	-0,7
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	1,515	2,607	2,845	3,498	4,162	4,714	4,072	1,626	2,842	-31,7%	74,8%
Crédits de trésorerie		0,347	0,203	1,272	2,047	2,034	1,792		1,534	-25,1%	-
Comptes ordinaires débiteurs	1,515	2,260	2,642	2,226	2,115	2,680	2,280	1,626	1,308	-38,2%	-19,6%
Crédits à l'équipement	6,805	6,621	6,452	5,544	5,360	5,166	4,922	4,023	3,831	-28,5%	-4,8%
Autres crédits	0,760	0,363	0,363	0,363	0,188	0,188	0,188	0,188	0,188	-100,0%	-100,0%
Encours sain	9,080	9,591	9,660	9,405	9,710	10,068	9,182	5,837	6,673	-31,3%	14,3%
Créances douteuses brutes	3,865	4,823	6,344	0,015	0,013	0,007	0,008	0,007	0,008	-42,2%	3,2%
Encours total	12,945	14,414	16,004	9,420	9,723	10,075	9,190	5,844	6,681	-31,3%	14,3%
Taux de créances douteuses	29,9%	33,5%	39,6%	0,2%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	-	0,0
Autres agents											
Encours sain	0,597	1,033	0,782	1,089	0,918	0,535	0,356	0,352	0,379	-58,7%	7,7%
Créances douteuses brutes		0,018	0,002	0,027				0,202		-	-100,0%
Encours total	0,597	1,051	0,784	1,116	0,918	0,535	0,356	0,554	0,379	-58,7%	6,5%
Taux de créances douteuses		1,7%	0,3%	2,4%				36,4%		-	-36,4
TOTAL											
Encours sain	110,340	106,334	104,978	104,830	104,194	99,685	99,989	99,214	100,774	-3,3%	1,6%
Créances douteuses brutes	15,202	17,912	18,353	21,268	25,438	18,678	18,468	18,783	17,924	-29,5%	-4,6%
Encours total	125,542	124,246	123,331	126,098	129,632	118,363	118,457	117,997	118,698	-8,4%	0,6%
Taux de créances douteuses	12,1%	14,4%	14,9%	16,9%	19,6%	15,8%	15,6%	15,9%	15,1%	-4,5	-0,8
Taux de provisionnement	62,2%	55,6%	58,4%	47,3%	40,0%	56,3%	60,5%	59,9%	61,1%	21,1	1,3

Ensemble des crédits des établissements de crédit locaux

En millions d'euros

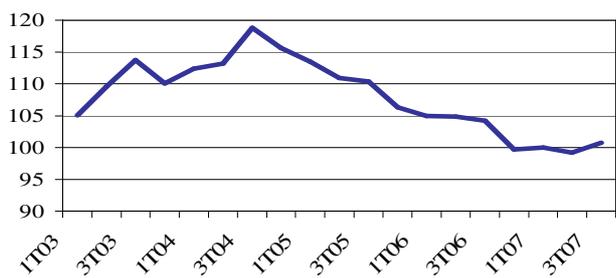


Variation en glissement annuel

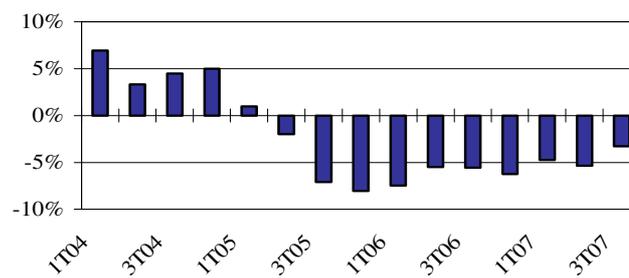


Encours de crédits sains des établissements de crédit locaux

En millions d'euros



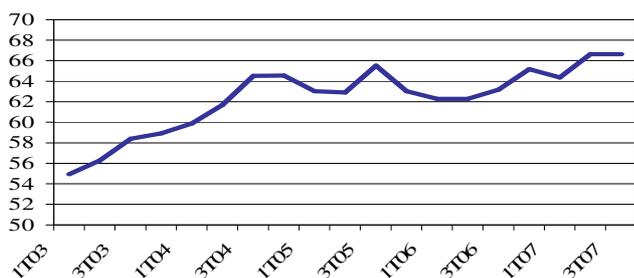
Variation en glissement annuel



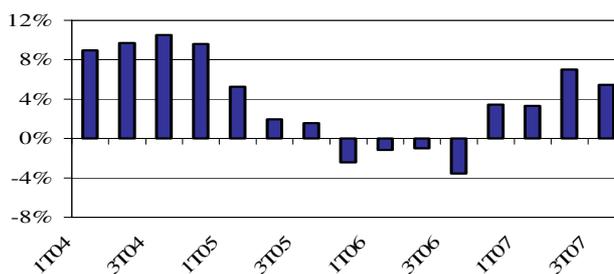
L'endettement des ménages

Ensemble des concours

En millions d'euros

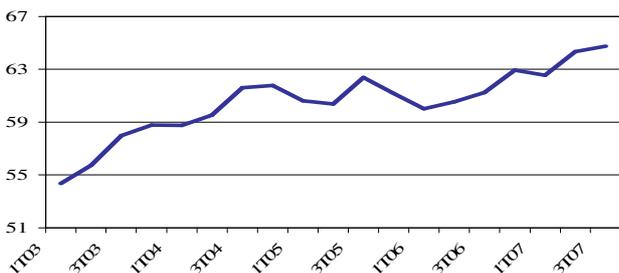


Variation en glissement annuel

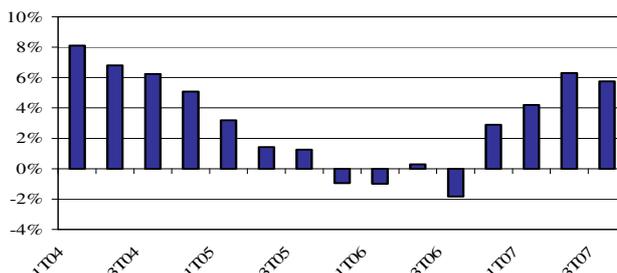


Ensemble des concours sains

En millions d'euros

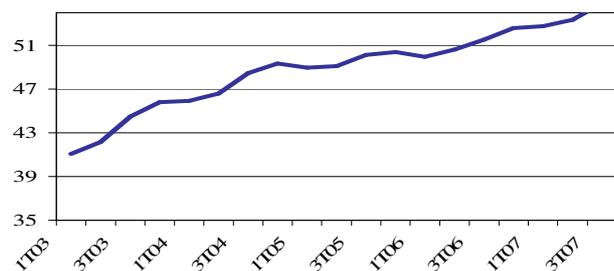


Variation en glissement annuel

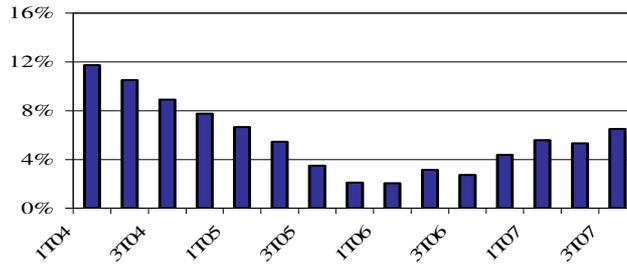


Crédits à l'habitat

En millions d'euros

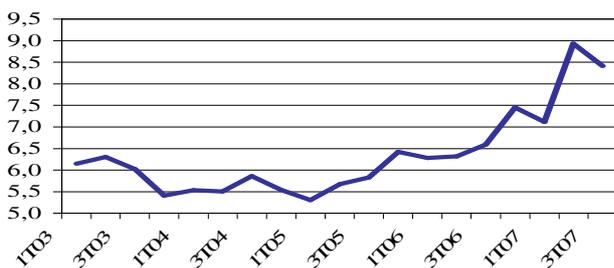


Variation en glissement annuel

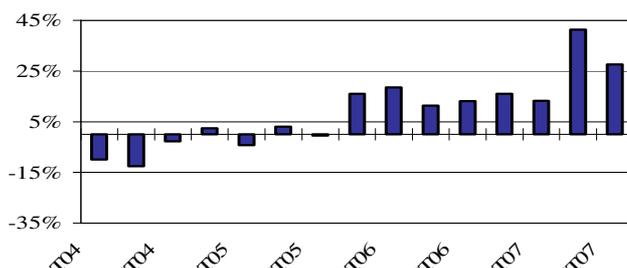


Crédits à la consommation

En millions d'euros

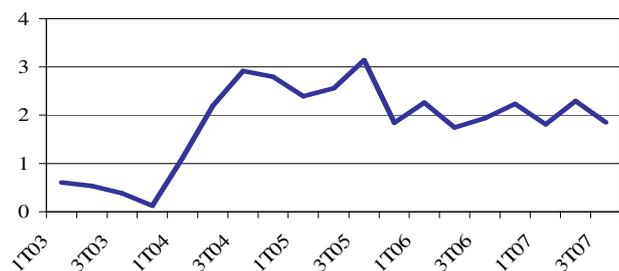


Variation en glissement annuel



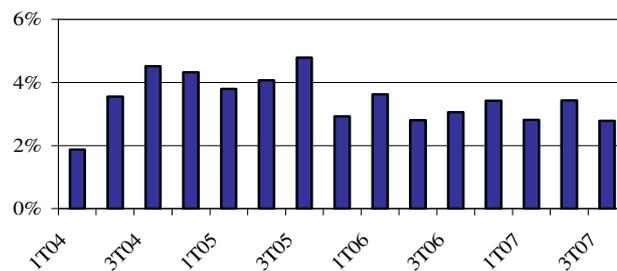
Créances douteuses brutes

En millions d'euros



Taux de créances douteuses

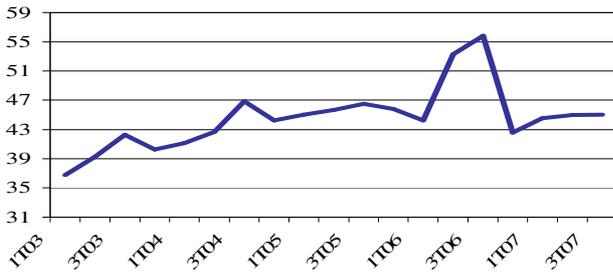
En pourcentage



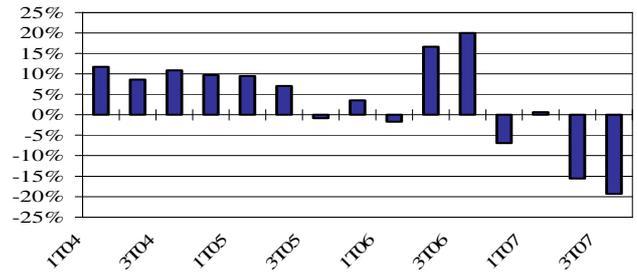
L'endettement des entreprises

Ensemble des concours

En millions d'euros

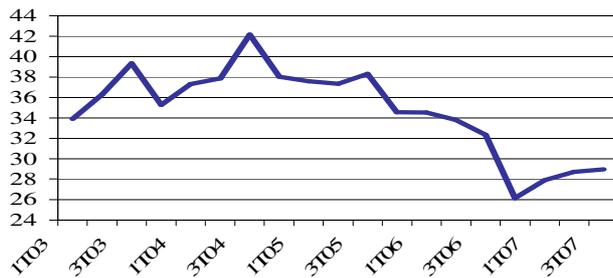


Variation en glissement annuel

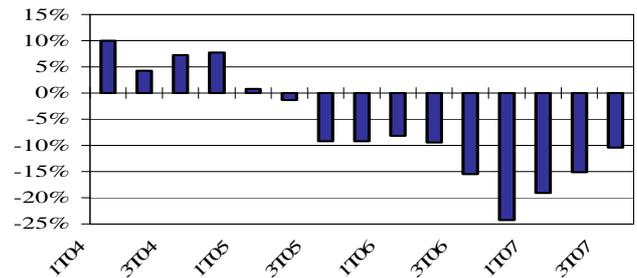


Ensemble des concours sains

En millions d'euros

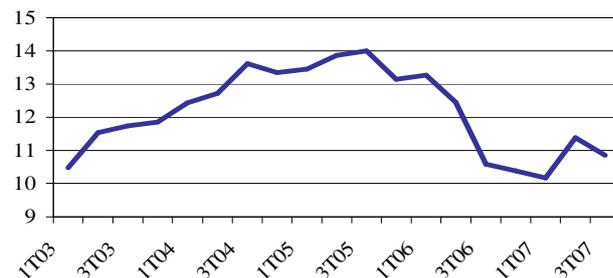


Variation en glissement annuel

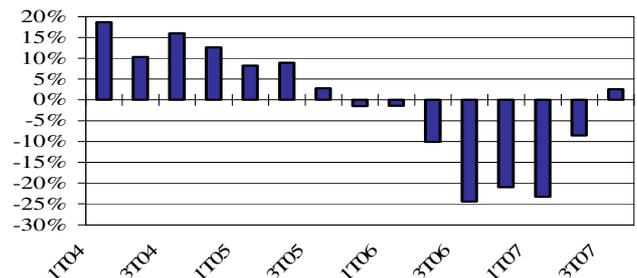


Crédits d'investissement

En millions d'euros

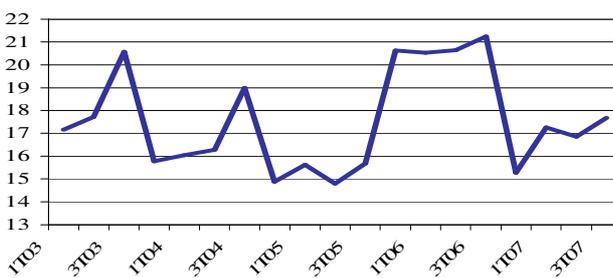


Variation en glissement annuel

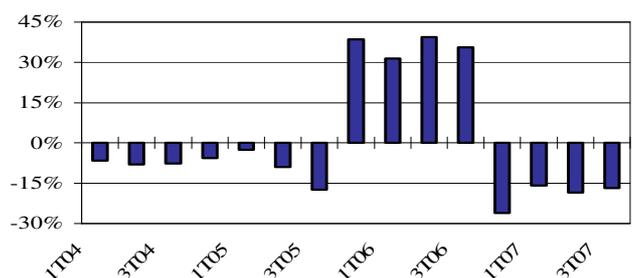


Crédits d'exploitation

En millions d'euros

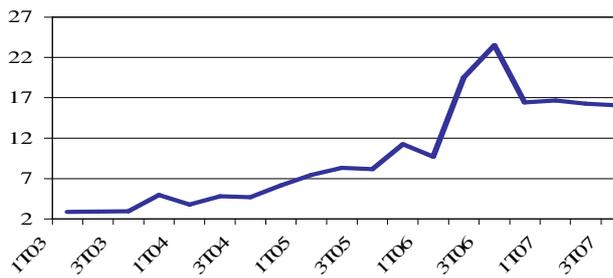


Variation en glissement annuel



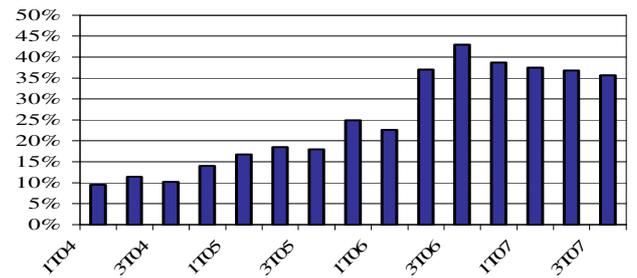
Créances douteuses brutes

En millions d'euros



Taux de créances douteuses

En pourcentage

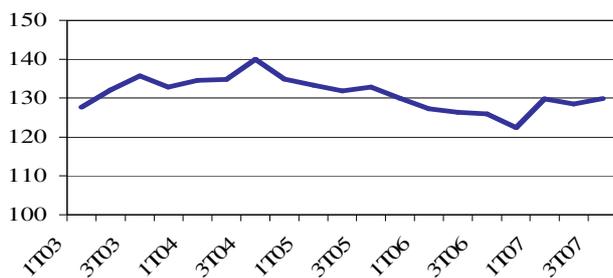


3.2 Concours consentis par l'ensemble des établissements de crédit

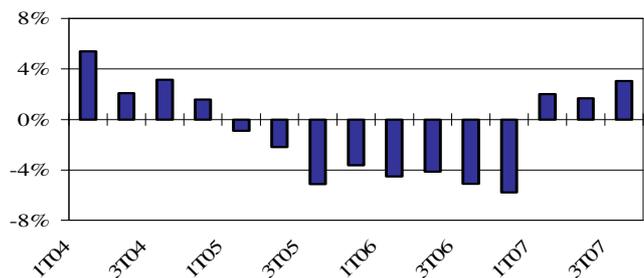
	30-sept.-05	31-déc.-05	31-mars-06	31/06/2006	31/09/2006	31-déc.-06	31-mars-07	30-juin-07	30-sept.-07	Variations	
										1 an	1 trim.
Entreprises											
Crédits d'exploitation	15,671	20,631	20,527	20,638	21,243	15,270	17,273	16,842	17,679	-16,8%	5,0%
Créances commerciales	3,520	1,973	1,705	2,559	4,039	1,889	0,766	0,762	2,335	-42,2%	206,4%
Crédits de trésorerie	0,108	8,544	7,885	6,417	5,458	6,684	6,133	9,483	9,663	77,0%	1,9%
Comptes ordinaires débiteurs	12,043	10,114	10,937	11,662	11,746	6,697	10,374	6,597	5,681	-51,6%	-13,9%
Affacturage											
Crédits d'investissement	17,085	16,112	16,889	15,832	14,219	14,510	14,159	15,215	14,636	2,9%	-3,8%
Crédits à l'équipement	17,085	16,112	16,889	15,832	14,219	14,510	14,159	15,215	14,636	2,9%	-3,8%
Crédit-bail											
Crédits à l'habitat	3,898									-	-
Autres crédits	4,719	0,761	0,725	0,714	0,510	0,493	0,478	0,462	0,432	-15,3%	-6,5%
Encours sain	41,373	37,504	38,141	37,184	35,972	30,273	31,910	32,519	32,747	-9,0%	0,7%
Créances douteuses brutes	8,198	11,233	10,117	19,834	23,843	16,757	16,963	16,597	16,264	-31,8%	-2,0%
Encours total	49,571	48,737	48,258	57,018	59,815	47,030	48,873	49,116	49,011	-18,1%	-0,2%
Taux de créances douteuses	16,5%	23,0%	21,0%	34,8%	39,9%	35,6%	34,7%	33,8%	33,2%	-6,7	-0,6
Ménages											
Crédits à la consommation	7,066	7,874	7,791	7,838	8,278	9,367	9,107	11,087	10,753	29,9%	-3,0%
Crédits de trésorerie	6,215	7,043	6,986	7,104	7,416	8,614	8,384	10,345	10,116	36,4%	-2,2%
Comptes ordinaires débiteurs	0,773	0,755	0,730	0,661	0,780	0,682	0,653	0,673	0,569	-27,1%	-15,5%
Crédit-bail	0,078	0,076	0,075	0,073	0,072	0,071	0,070	0,069	0,068	-5,6%	-1,4%
Crédits à l'habitat	53,215	55,335	54,826	55,380	56,201	57,961	58,269	58,922	60,508	7,7%	2,7%
Autres crédits	6,388	4,354	3,765	3,554	3,115	2,892	2,649	2,048	1,463	-53,0%	-28,6%
Encours sain	66,669	67,563	66,382	66,772	67,584	70,220	70,025	72,057	72,724	7,6%	0,9%
Créances douteuses brutes	3,383	1,933	2,283	1,980	2,253	2,427	2,278	2,486	2,052	-8,9%	-17,5%
Encours total	70,052	69,496	68,665	68,752	69,837	72,647	72,303	74,543	74,776	7,1%	0,3%
Taux de créances douteuses	4,8%	2,8%	3,3%	2,9%	3,2%	3,3%	3,2%	3,3%	2,7%	-0,5	-0,6
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	1,515	2,607	2,845	3,498	4,162	4,714	4,086	1,640	2,849	-31,5%	73,7%
Crédits de trésorerie		0,347	0,203	1,272	2,047	2,034	1,806	0,014	1,541	-24,7%	NS
Comptes ordinaires débiteurs	1,515	2,260	2,642	2,226	2,115	2,680	2,280	1,626	1,308	-38,2%	-19,6%
Crédits à l'équipement	17,452	16,832	16,409	15,242	14,934	14,496	19,681	18,263	17,591	17,8%	-3,7%
Autres crédits	5,087	4,436	4,436	4,182	4,007	3,753	3,753	3,562	3,374	-15,8%	-5,3%
Encours sain	24,054	23,875	23,690	22,922	23,103	22,963	27,520	23,465	23,814	3,1%	1,5%
Créances douteuses brutes	3,865	4,823	6,344	0,015	0,013	0,007	0,008	0,007	0,008	-42,2%	3,2%
Encours total	27,919	28,698	30,034	22,937	23,116	22,970	27,528	23,472	23,822	3,1%	1,5%
Taux de créances douteuses				0,1%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	-0,1	0,0
Autres agents											
Encours sain	0,695	1,033	0,782	1,089	0,918	0,535	0,356	0,452	0,568	-38,1%	25,7%
Créances douteuses brutes		0,018	0,002	0,027				0,202		-	-
Encours total	0,695	1,051	0,784	1,116	0,918	0,535	0,356	0,654	0,568	-38,1%	-13,1%
Taux de créances douteuses		1,7%	0,3%	2,4%				30,9%			-30,9
TOTAL											
Encours sain	132,791	129,975	127,275	126,384	126,012	122,431	129,811	128,493	129,853	3,0%	1,1%
Créances douteuses brutes	15,446	18,007	18,376	21,574	25,829	18,925	19,249	19,292	18,324	-29,1%	-5,0%
Encours total	148,237	147,982	145,651	147,958	151,841	141,356	149,060	147,785	148,177	-2,4%	0,3%
Taux de créances douteuses	10,4%	12,2%	12,6%	14,6%	17,0%	13,4%	12,9%	13,1%	12,4%	-4,6	-0,7
Taux de provisionnement	61,3%	55,3%	58,4%	46,9%	39,7%	55,6%	58,1%	58,3%	59,8%	20,1	1,5

Encours sain total

En millions d'euros

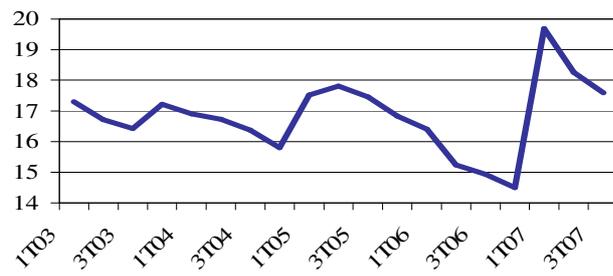


Variation en glissement annuel

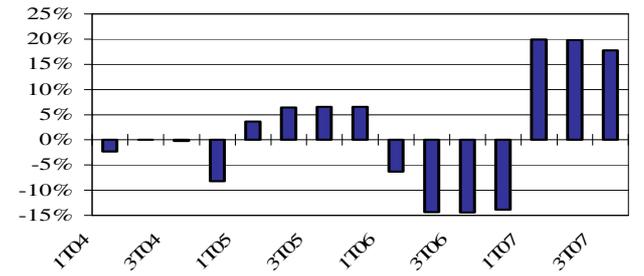


Encours des crédits à l'équipement des Collectivités locales

En millions d'euros

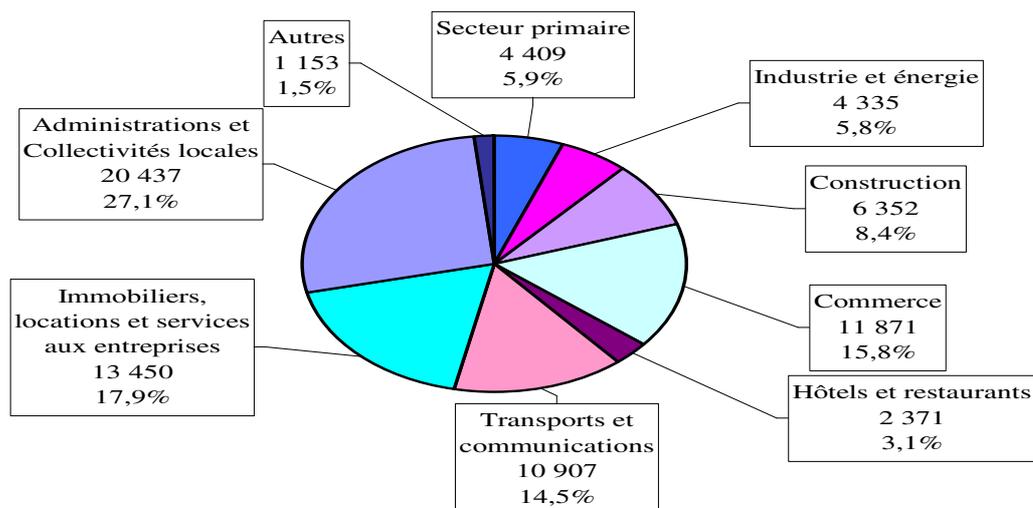


Variation en glissement annuel



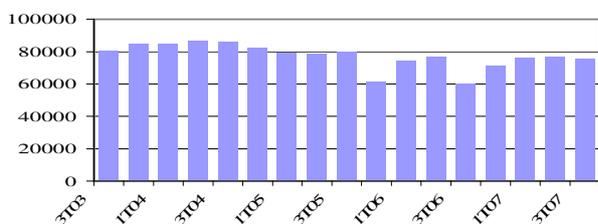
4. Les risques sectoriels

Répartition des risques par secteur au 30 septembre 2007 (milliers d'euros et %)

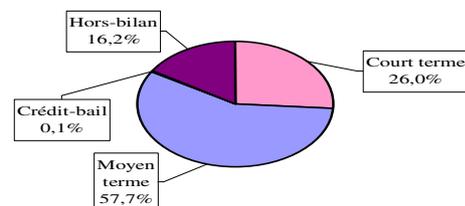


Evolution globale

En milliers d'euros

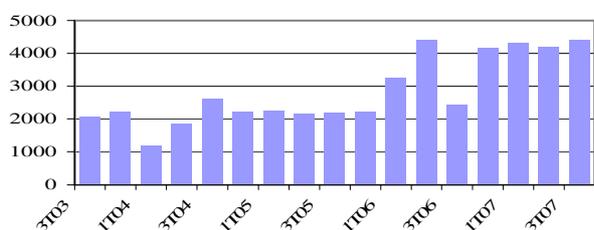


Structure (en %)

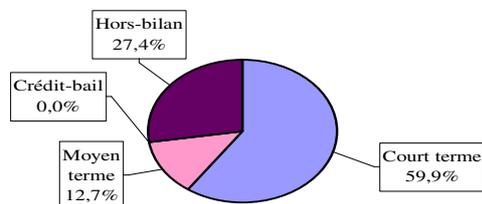


Secteur primaire

En milliers d'euros

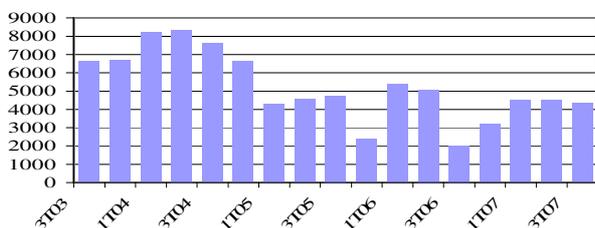


Structure (en %)

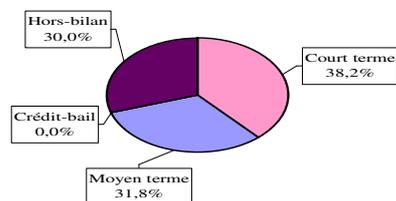


Industrie et énergie

En milliers d'euros

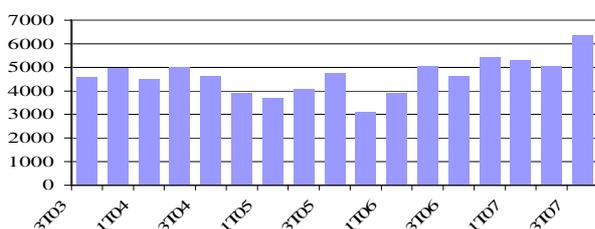


Structure (en %)

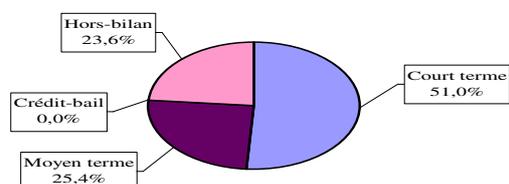


Construction

En milliers d'euros

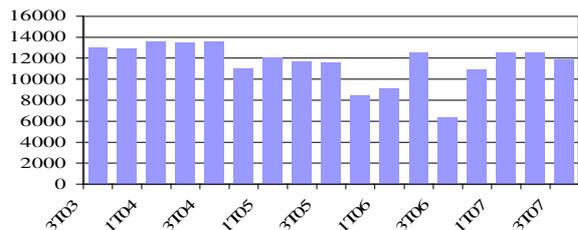


Structure (en %)

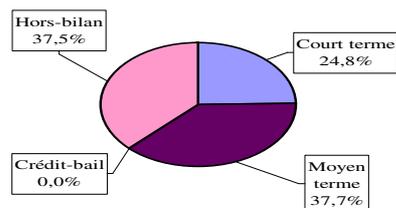


Commerce

En milliers d'euros

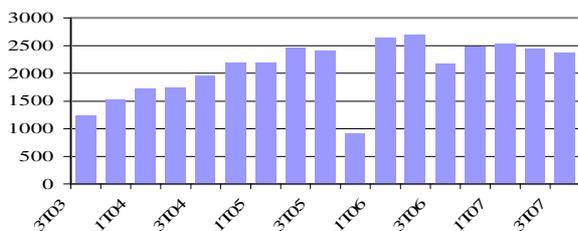


Structure (en %)

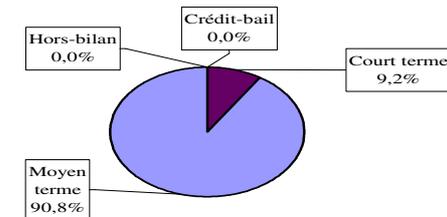


Hôtels et restaurants

En milliers d'euros

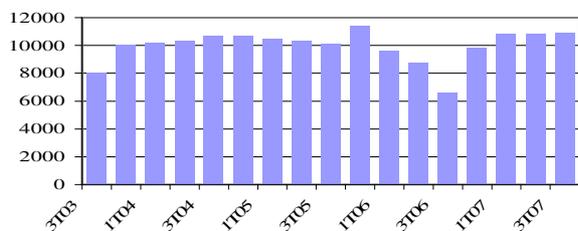


Structure (en %)

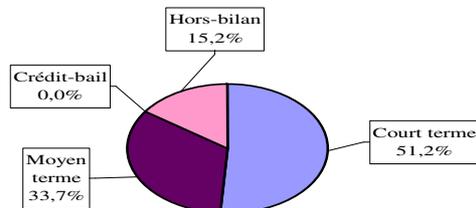


Transports et télécommunications

En milliers d'euros

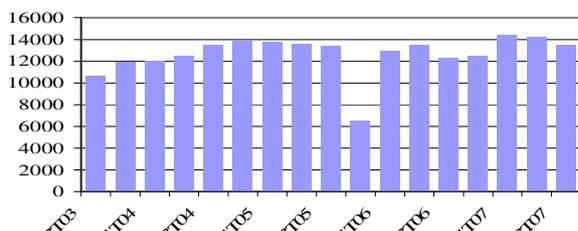


Structure (en %)

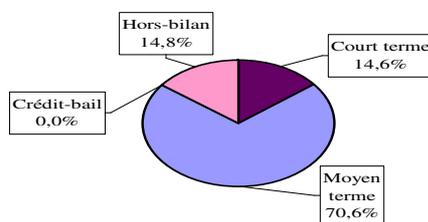


Immobilier, locations et services aux entreprises

En milliers d'euros

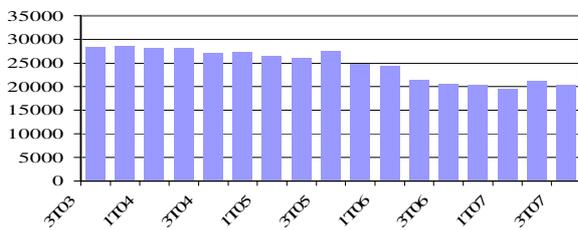


Structure (en %)

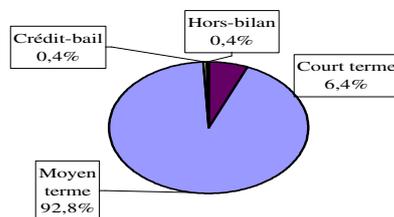


Administrations et Collectivités locales

En milliers d'euros

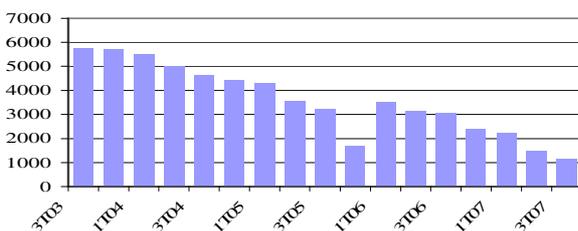


Structure (en %)

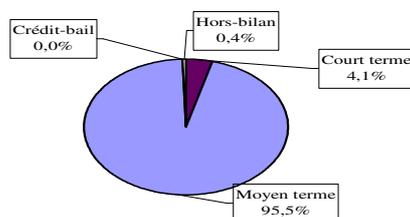


Autres secteurs d'activités

En milliers d'euros



Structure (en %)



5. Rappel des taux

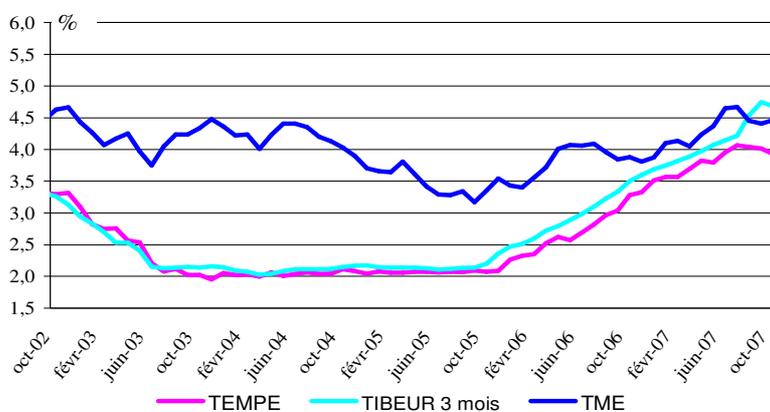
5.1 Taux réglementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (13/06/2007)	4 %
Taux de la facilité de dépôt (13/06/2007)	3 %
Taux de la facilité de prêt marginal (13/06/2007)	5 %

TAUX DE L'ÉPARGNE RÉGLEMENTÉE (depuis le 1 ^{er} août 2007)									
Livret A et bleu	3,00%	LDD	3,00%	LEP	4,00%	PEL*	2,50%	CEL*	2,00%
* hors prime d'Etat									

TAUX D'INTERET LEGAL	
ANNEE 2007 (JO du 21/02/07)	2,95%
ANNEE 2006 (JO du 07/02/06)	2,11%

5.2 Principaux taux de marché



5.3 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1996.

Catégorie		Taux effectif pratiqué au 3 ^{ème} trimestre 2007 par les établissements de crédit	Plafond de l'usure applicable à compter du 1 ^{er} octobre 2007
PARTICULIERS	Prêts immobiliers		
	- Prêts à taux fixe	4,97 %	6,63 %
	- Prêts à taux variable	5,04 %	6,72 %
	- Prêts relais	4,90 %	6,53 %
	Autres prêts		
- Prêts ≤ 1 524 € (*)	15,37 %	20,49 %	
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > 1 524 € (*)	14,85 %	19,80 %	
- Prêts personnels et autres prêts > 1 524 €	6,78 %	9,04 %	
ENTREPRISES	Découverts en compte (**)	10,96 %	14,61 %
A noter que l'article 7 de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises a supprimé la référence à un taux de l'usure, excepté pour les découverts, pour les prêts aux commerçants, artisans, entrepreneurs individuels et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.			

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

(**) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

6. Monnaie fiduciaire

6.1 Emission de billets euros

Emissions nettes cumulées de billets (*)

En milliers d'euros

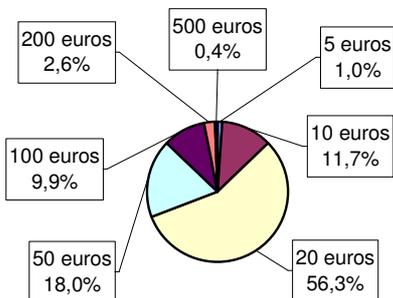


En unités

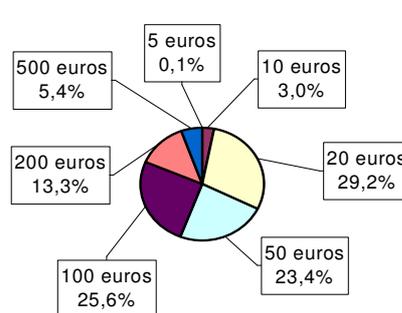


Répartition par coupures de l'émission nette cumulée de billets au 30 septembre 2007

Répartition en valeur



Répartition en volume

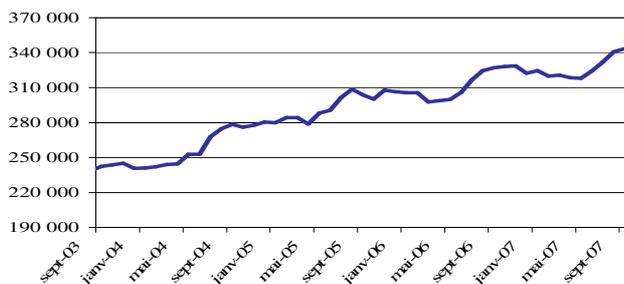


(*) Les émissions nettes sont la différence entre les billets émis et les billets retirés de la circulation. L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1^{er} janvier 2002, pré-alimentation comprise.

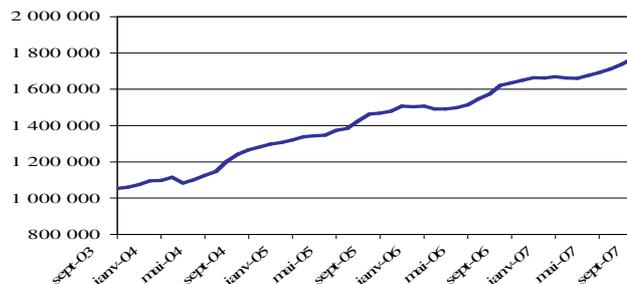
6.2 Emission de pièces euros

Emissions nettes cumulées de pièces (*)

En euros

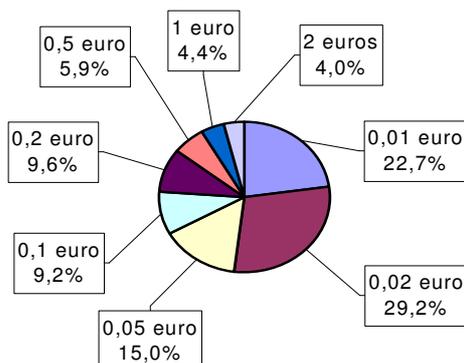


En unités

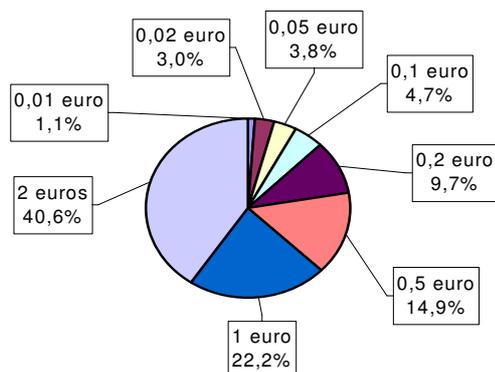


Répartition par coupures de l'émission nette cumulée de pièces au 30 septembre 2007

Répartition en valeur



Répartition en volume



(*) Les émissions nettes sont la différence entre les pièces émis et les pièces retirées de la circulation. L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1^{er} janvier 2002, pré-alimentation comprise.

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE MER

Directeur de la publication : Alain VIENNEY
Responsable de la rédaction : Victor-Robert NUGENT
Edition : IEDOM
Dépôt légal : Décembre 2007 - ISSN 0296 - 3116

INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

22, place du Général de Gaulle

BP 4202

97 500 Saint-Pierre-et-Miquelon

Téléphone : 05.08.41.06.00 – Télécopie : 05.08.41.25.98

Site internet : www.iedom.fr